
PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

LOI N° 2020 – 07 DU 17 FÉVRIER 2020

modifiant et complétant la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2018-13 du 02 juillet 2018 relative à la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté en sa séance du 05 février 2020 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier : Les dispositions de la loi n° 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire, telles que modifiées par la loi n° 2018-13 du 2 juillet 2018 relative à la création de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, sont modifiées et complétées par les dispositions de la présente loi.

Les dispositions des alinéas 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de l'article 5, issues de la loi n° 2018-13 du 02 juillet 2018 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après :

« Article 5 alinéa 3 nouveau : Il lui est attribué la répression du crime de terrorisme, des infractions à caractère économique ou financier telles que prévues par la législation pénale en vigueur ainsi que la répression du trafic de stupéfiants et des infractions connexes.

Article 5 alinéa 4 nouveau : Elle est compétente à l'égard des auteurs, coauteurs, complices et receleurs conformément aux dispositions légales.

Article 5 alinéa 5 nouveau : Au sens de la présente loi, constitue une infraction économique celle qui vise les finances de l'Etat ou dont la réalisation produit des effets sur l'ordre public économique ainsi que celles qui constituent une atteinte grave et massive à la santé publique et à l'environnement.

Article 5 alinéa 6 nouveau : Sans préjudice de l'alinéa précédent, relèvent de la compétence de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, les infractions suivantes :

- le terrorisme et les infractions connexes ;
- les crimes et délits contre la sûreté de l'Etat ;

- les soustractions et détournements au préjudice de l'Etat commis par les agents publics lorsque la valeur de la chose soustraite ou détournée est égale ou supérieure à dix millions (10 000 000) de francs ;
- la corruption des agents publics nationaux et internationaux ;
- la corruption dans la passation des marchés publics ;
- la corruption dans le secteur privé ;
- les infractions relatives à la direction, à l'administration et au contrôle des entreprises publiques ou semi-publiques ;
- le trafic d'influence ;
- l'abus de fonction ;
- l'enrichissement illicite ;
- le délit d'initié ;
- les délits et crimes des fonctionnaires qui se sont ingérés dans les affaires ou activités incompatibles avec leurs fonctions ;
- les vols, extorsions, abus de confiance ou escroquerie lorsque la valeur des biens soustraits, dissipés ou détournés est égale ou supérieure à cent millions (100 000 000) de francs ;
- les infractions au contrôle des changes ;
- les infractions à la législation et aux règlements sur les maisons de jeux ;
- le détournement des prêts consentis ou garantis par l'Etat ;
- le trafic de drogues et précurseurs ;
- les infractions commises par des moyens de communication électronique portant gravement atteinte à l'ordre public, à la sécurité nationale, au moral des troupes et au patrimoine de l'Etat ou des particuliers ;
- le blanchiment des capitaux et les infractions assimilées ;
- la piraterie maritime ;
- les enlèvements de personnes.

Article 5 alinéa 7 nouveau : Outre la voie de la flagrance, la Cour est saisie par décision de renvoi de la commission de l'instruction prévue par la présente loi.

Article 5 alinéa 8 nouveau : La Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme siège à Porto-Novo. Toutefois, sur réquisitions conformes du procureur spécial, son président peut, par ordonnance, faire tenir ses audiences en tout autre lieu du territoire national ».

Les dispositions de l'article 6 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après :



« **Article 6 nouveau** : La Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme est composée de :

- une chambre de jugement ;
- une chambre des appels ;
- une commission de l'instruction ;
- une chambre des libertés et de la détention ;
- un parquet spécial ;
- un greffe.

La composition de chaque formation de la Cour est soumise à la règle de la collégialité.

Est président de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, le président de la chambre des appels. A ce titre :

- il préside les audiences solennelles et les assemblées générales de la Cour ;
- il préside les audiences de son choix à la chambre des appels ;
- il distribue les affaires au sein de la chambre des appels ;
- il est l'ordonnateur du budget de la Cour et contrôle le fonctionnement du greffe ;
- il surveille la discipline de la juridiction ;
- il organise et réglemente le service intérieur de la Cour.

A raison des nécessités de service, le président de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme peut, par ordonnance, créer des sections au sein de toutes les chambres ainsi que de la commission de l'instruction de la Cour.

Pour les mêmes raisons, les membres de la commission de l'instruction et ceux de la chambre des libertés et de la détention peuvent être désignés par ordonnance du président de la Cour à l'effet de compléter les autres formations sans préjudice des dispositions du code de procédure pénale qui restent applicables en la matière.

A l'exception du président de la Cour, du président de la chambre de jugement, du président de la commission de l'instruction et du procureur spécial près la Cour, les membres de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme, toutes chambres et toutes instances comprises, peuvent accomplir leur mission, cumulativement avec les fonctions exercées par ailleurs.

En audience ordinaire et solennelle, les membres de la Cour et les représentants du ministère public, revêtent respectivement le costume d'audience des conseillers de Cour d'appel et de représentant du ministère public près les Cours d'appel.



La chambre de jugement est composée d'un (01) président et de six (06) magistrats au moins, nommés par décret pris en Conseil des ministres, après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président et les membres de la chambre de jugement sont nommés parmi les magistrats de grade intermédiaire au moins en activité ou à la retraite.

En audience ordinaire, la chambre de jugement siège en formation collégiale composée d'un (01) juge-président et de deux (02) juges-asseesseurs.

Tout jugement rendu par la chambre de jugement est susceptible d'appel suivant les conditions, modalités, formes et délais prévus au code de procédure pénale.

En matière criminelle, toute personne poursuivie devant la chambre de jugement a droit à un avocat. En cas de nécessité, et à l'initiative du président de la chambre de jugement, il est procédé à la commission d'office d'avocat dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

La chambre des appels est composée d'un (01) président et de six (06) conseillers au moins nommés par décret pris en Conseil des ministres après avis du Conseil supérieur de la magistrature.

Le président de la chambre des appels est nommé parmi les magistrats de grade hors classe au moins en activité ou à la retraite.

Les conseillers sont nommés parmi les magistrats de grade terminal au moins en activité ou à la retraite.

En audience ordinaire, la chambre des appels siège en formation collégiale, composée d'un (01) conseiller-président et de deux (02) conseillers-asseesseurs.

Les arrêts rendus par la chambre des appels sont susceptibles de pourvoi en cassation de la personne condamnée, du ministère public et des parties civiles dans les conditions, suivant les modalités, formes et délais prévus au code de procédure pénale ».

Les dispositions de l'article 7 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après :

« **Article 7 nouveau** : Le greffe de la Cour de répression des infractions économiques et du terrorisme est tenu par un greffier en chef, des officiers de justice et des greffiers nommés par arrêté du Garde des Sceaux, ministre chargé de la justice ».

Les dispositions de l'article 8 sont modifiées et remplacées par les dispositions ci-après :



